

Katarzyna DE LAZARI-RADEK et Peter SINGER. *Le plus grand bonheur possible. Une introduction à l'utilitarisme*. Un vol. de 190 p. Paris, Éliott Éditions, 2022. Prix: 17,50 euros. ISBN 978-2-493117-12-0.

L'empire de l'utilité contre-attaque. L'ouvrage *Le plus grand bonheur possible* est bien plus qu'une introduction à la doctrine utilitariste. De Lazari-Radek et Singer exposent diverses variantes du principe d'utilité (utilitarisme hédoniste, utilitarisme des préférences, utilitarisme de l'acte, utilitarisme de la règle), mais, surtout, ils procèdent au réexamen minutieux des nombreuses objections soulevées contre l'utilitarisme, et défendent celui-ci à coups de contre-arguments. Les auteurs voient dans l'utilitarisme une doctrine *progressiste* qui aurait été en avance vis-à-vis des morales traditionnelles sur plusieurs sujets, comme la défense des libertés sexuelles, les luttes féministes, l'aide aux pauvres et la protection des autres espèces. D'après de Lazari-Radek et Singer, l'attrait de la doctrine utilitariste tiendrait à ce que « L'utilitarisme nous invite à examiner les limites de notre réflexion morale et à prendre en compte les intérêts de ceux que nous laissons souvent de côté. » (p. 12).

L'objectif du premier chapitre – « Les origines » – n'est pas d'offrir une étude systématique de la généalogie de la pensée utilitariste, mais de présenter les œuvres de trois figures majeures de l'utilitarisme : le « fondateur » Jeremy Bentham, le « défenseur » John Stuart Mill et le « philosophe académique » Henry Sidgwick. Intitulé « Justification », le chapitre 2 analyse diverses « preuves » du principe d'utilité, comme la preuve de Mill qui, à partir de la prémisse selon laquelle chacun cherche son bonheur, déduit que le bonheur social est désirable, une déduction – fallacieuse – d'un *should* à partir d'un *is* (p. 44). Dans sa tentative de prouver le principe d'utilité, Sidgwick défend que la seule manière d'expliquer les règles de la morale de sens commun est de recourir à « l'explication utilitariste » : ces règles sont justifiées car « ces règles sont des moyens de guider nos actions vers le plus grand bien » (p. 47). A un niveau plus élevé, plus abstrait, Sidgwick tente de justifier l'utilitarisme en recourant à trois principes sensés paraître vrais en eux-mêmes : la justice (traiter de la même manière des cas similaires), la prudence (traiter de manière impartiale toutes les parties de sa vie) et la bienveillance (considérer le bien dans sa totalité). Mais le principe reconnaissant la différence fondamentale entre une personne et le reste de la société – ainsi qu'une préoccupation plus grande pour sa propre existence – pourrait, lui aussi, sembler « vrai en lui-même ». Or ce principe justifie l'égoïsme, ce qui laisse la preuve de Sidgwick inachevée. Une autre preuve est celle de John Harsanyi, qui a démontré que sous certaines conditions de rationalité, une personne qui adopterait une contrainte d'impartialité – ignorant sa position au sein de la société – choisirait de maximiser l'espérance mathématique des utilités des différentes personnes, c'est-à-dire la moyenne des utilités individuelles. Dans « Cardinal welfare, individualistic ethics and interpersonal comparisons of utility: A comment » (*Journal of Political Economy*, 1967), Peter Diamond a critiqué la preuve d'Harsanyi, en défendant qu'un des axiomes de rationalité mobilisés – l'axiome d'indépendance – ne peut s'appliquer en matière de choix social, mais seulement en matière de choix individuel. Le chapitre 2 se clôt sur les travaux du psychologue expérimental Joshua Greene portant sur le dilemme de l'aiguillage (sauver des vies en actionnant un aiguillage redirigeant le tramway vers un moindre nombre de personnes) et le dilemme de la passerelle (sauver des vies en poussant un inconnu sur la voie depuis la passerelle). La plupart des sujets répondent qu'il est permis d'actionner l'aiguillage (conformément au principe d'utilité), mais *pas* de pousser un inconnu sur la voie (contrairement à ce que recommanderait l'utilitarisme). A l'aide d'une IRM fonctionnelle, Greene a constaté que lorsque les sujets répondaient au dilemme de l'aiguillage, les régions du cerveau associées à la cognition étaient plus actives,

tandis que face au dilemme de la passerelle, c'étaient les régions associées à l'émotion qui étaient actives. D'après de Lazari-Radek et Singer, ces résultats suggèrent que la méthode de l'équilibre réfléchi de John Rawls doit être modifiée, car certaines intuitions morales sont des « réponses automatiques » et ne peuvent aider à juger de l'attrait d'un principe éthique. Les réponses au dilemme de la passerelle étant guidées par des réactions automatiques plutôt que par le travail de la raison, les auteurs en déduisent qu'on devrait accorder moins de poids à ces réponses et davantage aux réponses au dilemme de l'aiguillage. Les sciences cognitives voleraient ainsi au secours de l'utilitarisme. Mais ces arguments évitent-ils l'erreur qui consiste à déduire un « doit » d'un « est » ?

Intitulé « Que devons-nous maximiser ? », le chapitre 3 revient sur l'objection de la « machine à expériences » formulée par Robert Nozick dans *Anarchie, état et utopie* (1974). Il s'agit d'une machine qui, grâce à des électrodes, donnerait aux sujets une sensation de plaisir intense. Cette machine serait rejetée par les personnes voulant vivre des choses plaisantes (plutôt que juste éprouver du plaisir). Cette critique ne vise que l'utilitarisme hédoniste – reposant sur les états mentaux, tels que le plaisir – mais laisse l'utilitarisme des préférences indemne. Ceci pousse les auteurs à examiner plusieurs critiques de ce dernier, comme le cas de « l'inconnue du train » (Derek Parfit, *Reasons and Persons*, 1984) : une personne altruiste envers une inconnue rencontrée dans un train – et qu'elle ne retrouvera jamais par la suite – verrait sa vie améliorée si cette inconnue réalisait ses projets, une implication discutable. L'utilitarisme des préférences est affaibli lorsque les préférences sont peu informées ou peu raisonnables (« compter les brins d'herbes », p. 89). Ces critiques conduisent de Lazari-Radek et Singer à revenir à l'utilitarisme hédoniste et à questionner les intuitions poussant au rejet de la machine à expériences : « illusion de contrôle » (p. 98), quête irrationnelle de « l'authenticité » (p. 99) et « biais du *statu quo* » (p. 100). Ici encore, les auteurs pensent trouver dans les sciences cognitives des réponses aux critiques de l'utilitarisme.

Le chapitre 4 étudie plusieurs objections soulevées contre l'utilitarisme, comme l'imparfaite comparabilité des utilités individuelles (p. 118) et l'ignorance des obligations particulières (p. 128). Face à la critique rawlsienne de « ne pas prendre au sérieux la séparation entre les personnes », de Lazari-Radek et Singer répondent qu'« il est parfois justifiable d'imposer un coût à une personne pour en faire bénéficier d'autres » (p. 132). A nos yeux, il est difficile de justifier les coûts que l'utilitarisme impose à des personnes défavorisées pour le bénéfice de personnes mieux loties, notamment lorsqu'il recommande des transferts monétaires de personnes à vie brève vers celles à vie longue, une « double peine » peu intuitive. Ceci nous amène à une autre critique étudiée dans le chapitre 4 : l'insensibilité de l'utilitarisme à *la distribution des utilités* entre les personnes. Nos intuitions nous pousseraient à sacrifier un peu de bien-être social en vue d'augmenter le bien-être des plus démunis, comme le recommandent les « prioritaristes » tels Parfit. De Lazari-Radek et Singer concèdent ici que « les utilitaristes qui reconnaissent qu'ils peuvent se tromper sur cette question seraient justifiés d'accorder un poids supplémentaire aux intérêts des plus démunis, comme une sorte de compromis moral entre différents points de vue ayant chacun de solides soutiens. » (p. 139).

Les deux derniers chapitres analysent la mise en pratique de l'utilitarisme. Le chapitre 5 étudie la distinction entre l'utilitarisme de l'acte et l'utilitarisme de la règle, le second recommandant les actes conformes à des règles qui conduisent, dans la plupart des cas, au plus grand bonheur social. Les pertes de bien-être causées, dans certains cas, par le respect d'une règle, ne peuvent être évitées qu'à coups de raffinements de la règle rendant celle-ci plus compliquée. La rationalité limitée pousse à restreindre le raffinement des règles. La question de savoir si l'on peut, dans des cas spéciaux, faire exception à une règle est évoquée

à l'aide du cas de la « bombe à retardement » (p. 148), qui pose la question de la justification de la torture. Conscients que la levée de la règle d'interdiction de la torture susciterait des conséquences extrêmement néfastes, de Lazari-Radek et Singer rejettent cette option, mais ne contredisent pas Sidgwick, lorsque celui-ci défend que dans certains cas, « il peut être juste de faire en secret un acte qu'il serait mauvais de faire ou de préconiser ouvertement » (p. 151), une position qualifiée de « non-politiquement correcte ». Pour conclure, le chapitre 6 soutient que l'utilitarisme peut servir de boussole pour les questions liées à la fin de vie, à la protection des animaux et à la lutte contre la pauvreté. Ce chapitre se clôt sur des « avancées » utilitaristes, telle que la publication, depuis 2012, du rapport mondial sur le bonheur, qui fait suite à une résolution présentée à l'ONU par le premier ministre du Bhoutan, qui « invitait les pays membres à reconnaître le bonheur comme un objectif humain fondamental » (p. 180). C'est toutefois sur une double interrogation que nous souhaitons clore ce compte-rendu. Au vu des concessions faites aux prioritaristes, cet ouvrage réussit-il à défendre l'utilitarisme ou, *seulement*, le conséquentialisme et le welfarisme ? Dans la mesure où les états mentaux et les préférences sont affectés par des mécanismes adaptatifs réduisant les frustrations (Jon Elster, *Sour Grapes*, 1983), le welfarisme ne doit-il pas lui aussi être amendé ?

Grégory PONTIÈRE